Résultats
du Commerce extérieur
en 2013
Nicole Bricq
ministre du Commerce extérieur
Bercy, vendredi 7 février 2014
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU COMMERCE
EXTÉRIEUR

Synthèse

- ✓ **A 61,2 Md€, le déficit des échanges de biens se réduit à nouveau cette année, de 9% par rapport à 2012.**
- ✓ **Le déficit hors énergie et hors matériel militaire**, sur lequel le Premier ministre a fixé un objectif de résorption d'ici 2017, **baisse de 10,5%, pour s'établir à 13,5 Md€. Depuis 2011, il s'est réduit de plus de moitié (-53,5%).** Il n'a **jamais été aussi bas depuis que ce solde est devenu déficitaire en 2007**.
- ✓ **Les échanges de biens se replient sur l'année en valeur**, en grande partie du fait de l'énergie. **En volume, à l'issue des 3 trimestres connus à ce jour, les exportations se maintiennent**, dans un contexte international difficile, **et les importations progressent**, après leur baisse de 2012, signe du redressement en cours de la demande intérieure.
- ✓ **Les échanges de services**, force traditionnelle de la France à l'export, **devraient quant à eux maintenir un solide excédent en 2013, autour de 33 Md€**, en légère hausse par rapport à 2012. Les exportations de services **progressent de 3,4%.**
- ✓ **Même si l'appréciation de l'euro a pesé en 2013 sur la compétitivité** prix et coût de l'économie française, **les parts de marché de la France à l'export ont enregistré au cours de la période récente une tendance à la stabilisation.**
- ✓ **Le nombre d'exportateurs a à nouveau progressé**, pour s'établir à 120 700. Il **retrouve ainsi son niveau de 2008** précédant la récession mondiale.
- ✓ **En 2014, l'accélération prévue de l'activité, notamment dans la zone euro, devrait à nouveau stimuler les exportations.**

1/ Le déficit des échanges de biens se réduit à nouveau, tandis que les services maintiennent leur niveau élevé d'excédent

A 61,2 Md€, le déficit des échanges de biens poursuit sa baisse, de 9% par rapport à 2012 et de 17,5% par rapport à 2011 ; le déficit hors énergie a diminué de plus de moitié depuis 2011

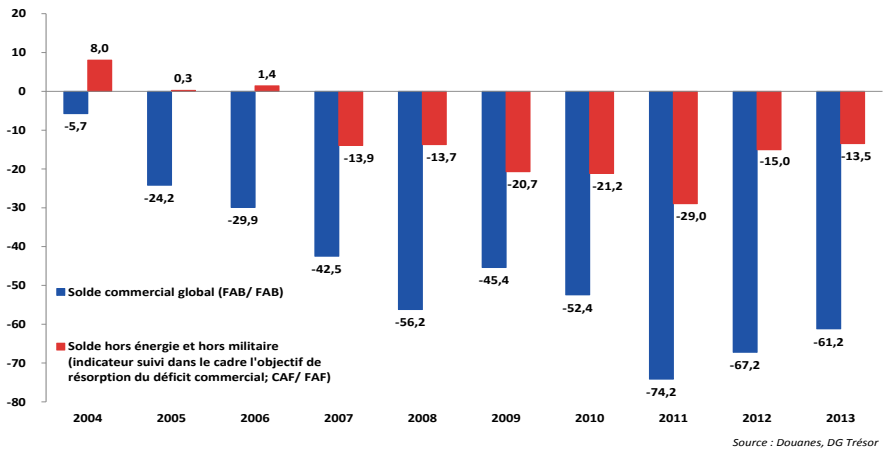
Le déficit commercial se réduit de 9% par rapport à 2012, passant de 67,2 Md€ à 61,2 Md€ (données FAB/ FAB[1]). Cette résorption confirme et amplifie le mouvement engagé en 2012, après le déficit record enregistré en 2011 (74,2 Md€).

Hors énergie et matériel militaire, la réduction du déficit est respectivement de 10,5% et de 53,5%, le déficit s'établissant à **13,5 Md€** (données CAF-FAB) après 15,0 Md€ en 2012 et 29,0 Md€ en 2011. Le solde hors énergie et hors militaire retrouve ainsi un **niveau en deçà de celui enregistré en 2007 et 2008** (13,9 Md€ et 13,7 Md€), premières années de déficit.

[1] La valeur des échanges de biens est d'abord évaluée au passage de la frontière française. Cette comptabilisation est dite **CAF/FAB** : pour les importations, « coût, assurance et fret » compris jusqu'à notre frontière nationale ; pour les exportations, « franco à bord » à notre frontière. Afin d'établir une symétrie dans l'évaluation des deux flux d'échanges, entrant et sortant, et ainsi ne pas biaiser le calcul du solde commercial, la Douane procède ensuite au calcul d'un solde **FAB/FAB** global, sur l'ensemble des échanges de biens. Cet ajustement ne peut toutefois être réalisé pour chaque catégorie de biens ; les flux par produit ou par pays partenaire restent donc exprimés en données CAF/FAB.

Figure 1 :

Solde commercial total et solde hors énergie et hors matériel militaire, par an depuis 2004 (Md€)

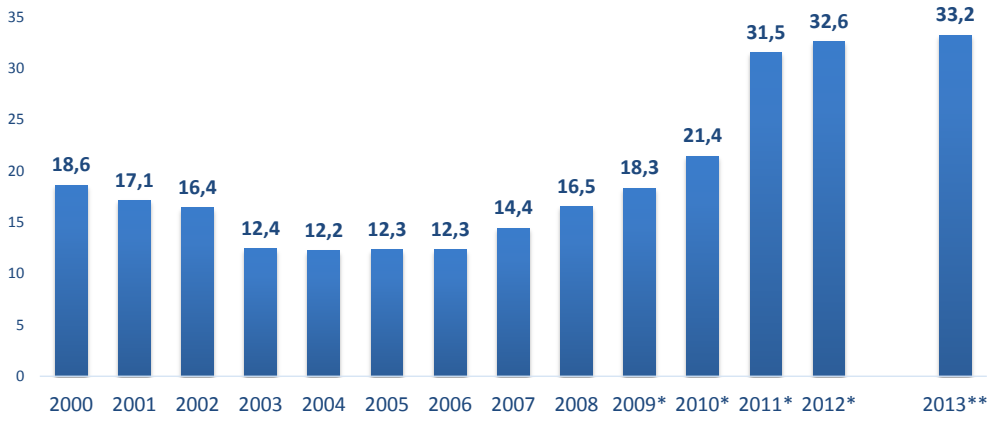


Source : Douanes, traitement DG Trésor

L'excédent des échanges de services devrait enregistrer une légère hausse, à 33 Md€, poursuivant sa progression engagée depuis 2007

Sur la base des 11 mois disponibles[2], l'excédent des échanges de services devrait s'établir autour de 33 Md€ en 2013, soit un niveau stable par rapport à 2012 (32,6 Md€). Une des forces structurelles de la France à l'export – la France est le 4ème exportateur mondial de services[3] – **les services ont ainsi vu leur excédent progresser continuellement depuis 2006**.

Figure 2 : Solde des échanges de services, par an depuis 2000 (Md€)



Source : Banque de France

** : Données annuelles des rapports 2011 et 2012 de la balance des paiements, intégrant des révisions sur 2009-2012 à la suite d'un changement de collecte d'information (rupture entre 2008 et 2009).*

*** : Extrapolation à partir des données des 11 premiers mois de l'année, corrigées des variations saisonnières (mois de novembre reporté en décembre).*

[2] Les données d'échanges de services du mois de décembre 2013 seront publiées le 12 février.

[3] Sur le champ des biens, la France est 5ème exportateur mondial (hors Pays- Bas, dont l'activité portuaire biaise la collecte d'information).

2/ En valeur, les échanges de biens se replient en 2013, en grande partie du fait de l'énergie. En volume, à l'issue des 3 premiers trimestres, les importations progressent, tandis que les exportations se maintiennent, dans un contexte international difficile

En valeur, les échanges de biens se replient sur l'année (-1,3% à l'export, -2,3% à l'import), principalement du fait de l'énergie

Les données en valeur publiées aujourd'hui font apparaître un repli des échanges, à l'**export (-1,3%)** et surtout à l'**import (-2,3%).**

Ce repli est lié pour moitié à l'énergie. Il est à relier pour partie à la baisse du prix du pétrole sur l'année (-2,7% en dollars pour le baril de brent entre 2012 et 2013), dont l'effet a été amplifié par l'appréciation de l'euro (-5,8% de baisse du prix du baril en euros).

En volume, à l'issue des 3 premiers trimestres 2013[4], les importations progressent (acquis de +0,9%) alors que les exportations évoluent peu (+0,2%)

Ces chiffres, qui seront complétés le 14 février par la publication des comptes nationaux du 4ème trimestre, **impliqueraient une contribution faible voire négative du commerce extérieur à la croissance en 2013 (acquis de -0,2 points de PIB[5])** reflet notamment de l'appréciation de l'euro et de la reprise de la demande intérieure

L'année 2012 avait été marquée par de très bonnes performances à l'exportation en volume – hausse de 2,4% – dans un contexte de dépréciation de l'euro. Dans le même temps, les importations baissaient, en lien avec la contraction de la demande intérieure française. Au total, **la contribution du commerce extérieur à la croissance en 2012 s'était ainsi élevée à 1 point, niveau qui n'avait pas été observé depuis 1997**.

3/ La tendance à une stabilisation des parts de marché de la France se poursuit

La part de la France dans le commerce mondial de biens est stable en valeur en 2013, à 3,1%[6]. Cette stabilisation **contraste avec la tendance, depuis le début des années 1990, à une baisse de la part des grandes économies avancées dans le commerce mondial**, due notamment à la montée des émergents dans les échanges mondiaux.

En volume, la part de la France dans les exportations totales de l'OCDE enregistre une tendance à la stabilisation depuis 2010, malgré un léger fléchissement en fin de période

En volume, la part de la France dans les exportations d'un ensemble de pays de l'OCDE se stabilise depuis 2010, aux alentours de 6,3 %[7]. Elle avait reculé depuis 2000, en raison notamment de la

---

[4] Les comptes nationaux du dernier trimestre 2013 seront publiés par l'INSEE le 14 février.

[5] Contribution du commerce extérieur à la croissance dans l'hypothèse où aucune progression des échanges n'aurait lieu au 4ème trimestre.

[6] Source : FMI.

[7] Ces résultats sont établis à partir des données de la base Perspectives économiques de l'OCDE (novembre 2013) comportant des prévisions pour le 4ème trimestre 2013. Ils rapportent les exportations françaises à celles d'un groupe de 24 Etats membres de l'OCDE.

dégradation de la compétitivité-prix observée avant crise. La dégradation de la compétitivité hors-prix avait également joué un rôle. La France avait en outre été exposée à la concurrence exercée par l'Allemagne, qui a renforcé sa compétitivité sur cette période.

Les autres principales économies de l'OCDE affichent en 2013 des évolutions contrastées : baisse pour l'Allemagne (à 16,5%), stabilité pour le Royaume-Uni et le Japon, progression pour les Etats-Unis et l'Espagne.

4/ Les exportations françaises ont été soutenues en 2013 par l'agroalimentaire, la pharmacie et l'aéronautique

Le secteur agroalimentaire a le plus contribué à la croissance des exportations, la pharmacie renforce son excédent et l'aéronautique enregistre un nouvel excédent record

Avec une progression de ses exportations de 3,3%, c'est le secteur agroalimentaire qui a le plus contribué en 2013 à la croissance des exportations, consolidant en outre son excédent à 11,5 Md€[8]**.** La progression est la plus forte sur le champ des produits agricoles non-transformés (+8,7%). Cette évolution est imputable à la hausse des volumes exportés (+11,4% en moyenne sur l'ensemble des produits), **tandis que le cours de plusieurs des principales matières premières agricoles s'inscrit en baisse** par rapport à 2012.

Les exportations des industries agroalimentaires (IAA), deuxième composante du secteur agroalimentaire, **progressent également, même si c'est à un rythme moins élevé (+1,4%) et inférieur à celui des exportations (+3,6%). Les boissons, principale force des IAA françaises, parviennent à maintenir leur excédent, à 10,7 Md€ (stable par rapport à 2012)**, portées par les ventes vers l'Europe tandis que celles vers l'Asie décroissent[9].

> *Au total, la bonne tenue du secteur agroalimentaire permet à **la famille de produits « mieux se nourrir » de la stratégie export de consolider ses exports (+**2,6%) malgré un excédent qui se dégrade de près de 0,5 Md€.*

Les exportations pharmaceutiques atteignent un niveau record en 2013, grâce à une croissance de 2,5% par rapport à 2012. Conjuguées à une baisse des importations (-3,4%), elles permettent au secteur **d'améliorer son excédent de 1,6 Md€ à 4,5 Md€ en 2013** (contre 2,9 Md€ en 2012).

> *Le secteur permet à **la famille « mieux se soigner »** de la stratégie export, dont il représente près des deux tiers, de **renforcer son excédent de près de 15%, autour de 12Md€.***

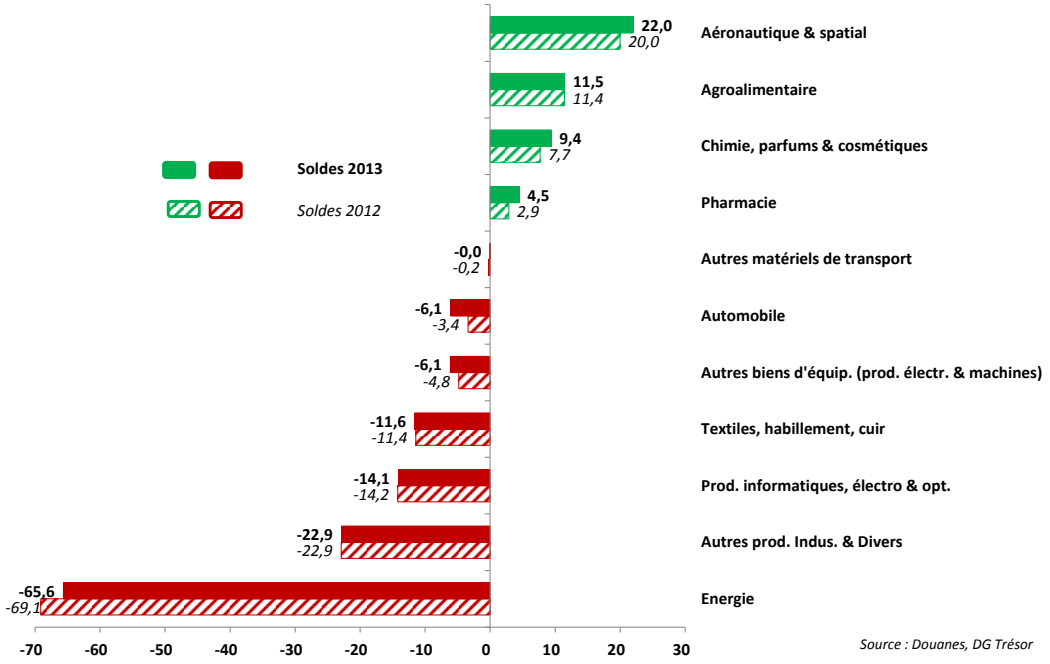
Enfin, l'aéronautique conserve son statut de premier excédent commercial sectoriel avec 22 Md€, dépassant de près de 2 Md€ celui enregistré l'année dernière, qui était pourtant déjà une année record pour le secteur.

---

[8] **Le secteur agroalimentaire comprend : (i) les produits agricoles, non transformés, et (ii) les produits des industries agroalimentaires.**

[9] Avec 51% des ventes et une hausse de 4,9% en 2013, l'Europe demeure le premier client de la France pour les boissons. A l'inverse, les exportations ont diminué de 3,9% vers l'Asie, notamment vers la Chine et le Japon (respectivement -16,8% après une croissance de +15,3% en 2012, et -2,6%). En 2013, l'Asie reste malgré cela la deuxième destination des boissons françaises à l'export (24%), devant les Amériques (20%).

Figure 3 : Soldes des principaux secteurs d'activité - comparaison 2012 - 2013 (Md€ ; données CAF / FAB)



La facture énergétique se réduit de 5%

La facture énergétique (solde exportations - importations d'énergie) **passe de 69,1 Md€ à 65,6 Md€ en 2013, interrompant la tendance à la hausse engagée depuis 2008**, dans un contexte de baisse des échanges, à l'export et surtout à l'import. Cette diminution est à relier pour partie à la baisse du prix du pétrole sur l'année (-2,7% en dollars pour le baril de brent entre 2012 et 2013), dont l'effet a été amplifié par l'appréciation de l'euro (-5,8% de baisse du prix du baril en euros).

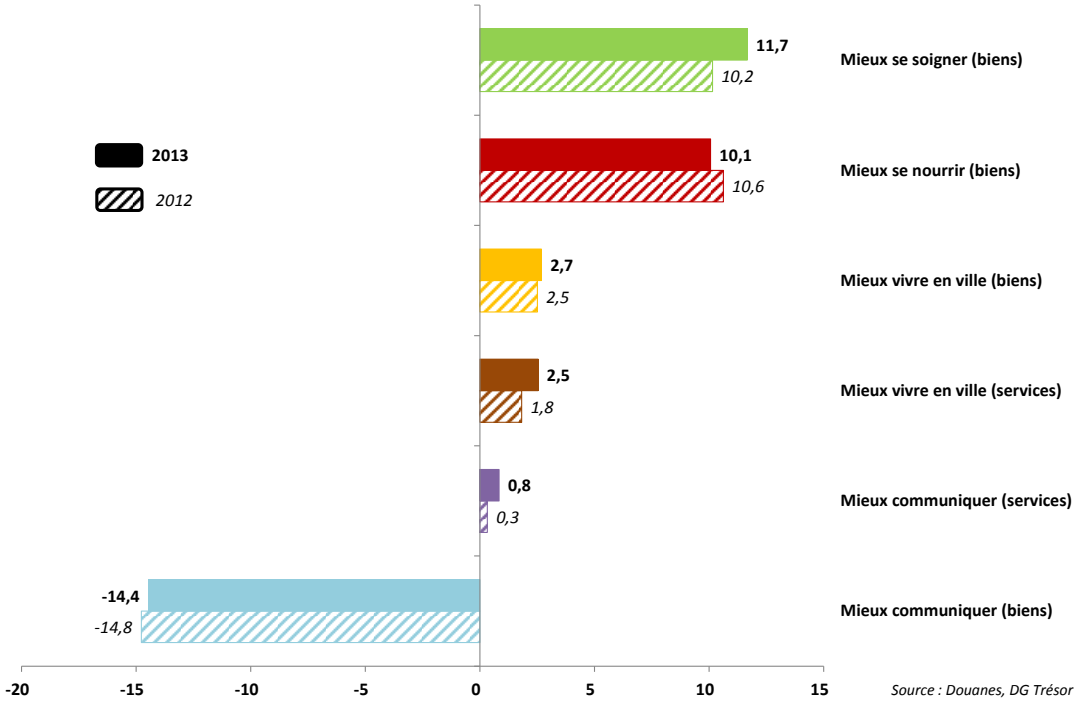
La facture énergétique équivaut toutefois toujours à 83% du déficit total sur l'année.

Dans la plupart des autres secteurs, les échanges ralentissent et le déficit se dégrade légèrement ou se stabilise

Le déficit de l'automobile se détériore de près de 2,7 Md€ par rapport à 2012, passant de 3,4 Md€ à 6,1 Md€, même si le sous-secteur des équipements automobiles reste excédentaire. Cette évolution résulte d'une diminution des exportations (-3,5%) alors que les importations ont rebondi (+2,9% après -8,7% en 2012). **Les biens d'équipement, qui représentent près de 20% des exportations et des importations**, **voient leur déficit se dégrader de 1,2 Md€, passant de 20,2 Md€ à 21,2 Md€**, malgré des importations en léger repli et en lien avec des exportations en baisse.

> *En particulier, la baisse des importations de produits informatiques, électroniques et optiques contribue à réduire de 6%* ***le déficit de la famille de produits « mieux communiquer », qui s'établit à 13,6 Md€.***
>
> ***Enfin, la famille « mieux vivre en ville » renforce son excédent de près d'1 Md€, à 5,2 Md€, même si ses exportations baissent du fait principalement des écoproduits.***

Tableau 1 : Evolution du solde des 4 « familles » de produits prioritaires de la stratégie export, 2012-2013



5/ Le nombre d'exportateurs a de nouveau progressé en 2013, pour s'établir à 120 700

Le nombre d'exportateurs continue à augmenter en 2013 (+1,0% après +2,7% en 2012), pour atteindre 120 700. Il retrouve ainsi son niveau de 2008 précédant la récession mondiale.

La hausse résulte d'un afflux significatif de **31 200 entreprises entrantes** (qui n'avaient pas exporté l'année précédente).

Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) exportatrices sont au nombre de 4 100, soit une hausse de 1,8% par rapport à 2012. Elles réalisent **le tiers des exportations françaises**.